

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 44 • 30 OCTOBRE 2015 • CHF 3.-

**Reportage en Seine-Saint-Denis
10 ans après les émeutes de 2005
dans les banlieues françaises** page 6



**En novembre, Genève pourrait
devenir le champion des contrôles
du marché du travail** page 3



**Cinéma: Aux sources de
la Fraction Armée Rouge**
page 8

Sur la ligne de front de l'exil syrien

MIGRATION • A Idomeni, petit village grec près de la frontière macédonienne, entre 4000 et 10'000 réfugiés passent chaque jour. Ils demeurent quelques heures dans un camp de fortune où Médecins du Monde a établi un poste de santé. Témoignage suite à une visite sur place.

Depuis début septembre 2015, l'ONG Médecins du Monde (MDM) Suisse tient un poste de santé à Idomeni, petit village grec à la frontière macédonienne, en collaboration avec ses homologues grec et anglais. En juin dernier, les contacts grecs de l'organisation l'avaient déjà alerté sur la situation préoccupante de cette zone où les migrants traversent la frontière par les champs et sont régulièrement refoulés vers la Grèce par l'armée macédonienne. Souvent, ils marchent depuis Thessalonique, le long de la voie ferrée sur quelque 70 kilomètres et tentent de monter dans un train dès leur arrivée en Macédoine. Tout s'est accéléré dès la fin août, quand le flux des migrants cherchant un refuge en Europe s'est amplifié et la Macédoine a ouvert ses frontières. Au début, Médecins du Monde était seul à donner des consultations médicales, sous une tente de fortune.

«Il ne fallait pas bouger pour arriver à bon port»

Ce sont entre 4'000 et 10'000 demandeurs d'asile qui transitent tous les jours depuis lors, demeurant quelques heures dans un camp de fortune où MDM travaille maintenant de concert avec le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), Médecins sans Frontières, la Croix Rouge grecque et d'autres petites organisations, comme celle qui a installé un Wifi gratuit et des prises pour recharger les smartphones. Les réfugiés parviennent à Idomeni le plus souvent en car, par vagues, en fonction des ferries organisés par le gouvernement grec pour amener les réfugiés depuis les petites îles grecques proches de la côte turque, comme Kos ou Lesbos. Ils arrivent à toute heure, si bien que la vie du camp a dû s'organiser 24 heures sur 24. Il y a même un plus grand flux de gens pendant la nuit. A la descente du car, les réfugiés sont organisés par groupes d'environ 50 (en fonction du passage régulier par les autorités macédoniennes). Pendant leur séjour au camp, ils reçoivent un peu de nourriture et ont accès à de l'eau potable, à des douches et à des toilettes, ainsi qu'à des soins médicaux. Ils disposent enfin d'un toit, indispensable pour la nuit, contre la pluie...et bientôt contre le froid.

Il est impressionnant de voir ces gens dont la moitié sont des femmes et des enfants, surtout quand on sait d'où ils viennent et le parcours qui les attend encore avant d'arriver dans un pays européen où, on le sait, ils ne



«Il est impressionnant de voir ces gens, dont la moitié sont des femmes et des enfants», relève le président de Médecins du Monde Suisse.

MdM Suisse

seront malheureusement pas vraiment les bienvenus. Il y a des personnes âgées, par exemple un couple de près de 80 ans, qui fuient seules les bombes de Syrie. Ou encore cette jeune femme qui me montre son petit enfant de 33 jours, juste pour se rassurer qu'il va bien. Elle vient de Damas avec son mari, mais a dû accoucher au «village», parce qu'aucun hôpital de la ville n'est à l'abri d'une bombe, et elle a fui juste après, à un moment de la vie pourtant où en principe une femme se concentre sur son bébé et ne pense pas à voyager. Elle a à peine 20 ans, de la classe moyenne, et parle bien l'anglais...elle a traversé la mer, son bébé dans les bras. Au cours de ce voyage, «il ne fallait pas bouger si l'on voulait arriver à bon port», témoigne-t-elle.

Pas le temps de dormir

MDM seule fait près de 150 consultations par jour, essentiellement pour des refroidissements et des menues blessures, mais aussi parfois pour des situations plus sérieuses, comme cet enfant voyageant seul avec un problème rénal aigu grave, qu'il a fallu adresser à un hôpital grec, ou encore cette jeune femme qui allait accou-

cher et que l'on a réussi à faire passer rapidement en Macédoine, où elle a pu être prise en charge par la Croix Rouge locale. Il y a aussi ceux qui ont une maladie chronique et qui nous demandent de quoi pouvoir poursuivre leur traitement car ils ont souvent tout perdu au moment de la traversée de la mer, ou leurs médicaments ont été rendus inutilisables par l'humidité. Les gens nous disent leur reconnaissance, et combien ils se sentent bien accueillis en Grèce, avec un contraste tellement important avec ce qu'ils ont vécu avant... (et peut-être aussi après...mais c'est une autre histoire). Ils sont dignes, simples, décidés à continuer coûte que coûte leur voyage. Souvent très fatigués, ils refusent des médicaments qui pourraient les rendre somnolents car ils n'en ont pas le temps...il faut continuer à avancer. Et c'est vraiment touchant de voir ces grappes d'enfants qui suivent leurs parents, juste parce que c'est ainsi, dans un calme parfois pesant.

Quand on se trouve là, à Idomeni, au milieu de nulle part, avec cette foule qui ne fait que passer, on se convainc que nous vivons une crise humanitaire terrible et que c'est notre

devoir d'humanité que d'accueillir ces réfugiés. Toute autre attitude est indigne.

La peur disparaît au contact de ces réfugiés

Le Haut-Commissaire du HCR Antonio Guterres affirmait récemment que la situation suscitait chez les gens soit de la compassion soit de la peur. C'est vrai, mais la peur disparaît au contact direct de ces demandeurs d'asile. Et un million de réfugiés, fuyant une guerre inique qui a déjà fait trop de morts, peut bien trouver une place en Europe, qui sortirait grandie si elle le voulait bien, si nous le voulions bien...

Ce qui déstabilisera notre quotidien ces prochaines années, ce ne sont pas les réfugiés. C'est plutôt l'augmentation sans contrôle démocratique de nos primes maladies, nos logements de plus en plus chers, des prestations sociales que nos (mal)élus voudront raboter – comme la révision de nos retraites – et les problèmes énergétiques et de surexploitation de notre terre. Voilà ce que l'on devra affronter, mais pas les réfugiés. ■

Bernard Borel



IL FAUT LE DIRE...

Les jeunes Suisses, tous xénophobes?

Qui a dit que les jeunes votaient toujours à gauche? À l'occasion des dernières élections fédérales, une large part des primo-votants entre 18 et 24 ans ont soutenu massivement – à hauteur de plus de 27% – l'UDC. Une tendance que l'on constate aussi dans de nombreux autres pays dans l'Union européenne, comme en France où, depuis 1988, le FN réalise de très bons scores parmi les jeunes, souvent supérieurs à la moyenne des Français.

Pour autant, ces résultats veulent-ils dire que tous les jeunes sont xénophobes? Une enquête de l'Observatoire économie langue formation (élf) de l'université de Genève vient nuancer cette première impression. Basée sur les interviews d'un échantillon de 40'000 jeunes, cette recherche intitulée «Suisse. Société multiculturelle» et sortie fin septembre s'interrogeait sur les rapports des jeunes Suisses, dont 13% de doubles nationaux, face au thème de l'interculturalité.

Il en ressort que les jeunes, dans leur grande majorité, à l'exception de sous-groupes à risque, menacés par les idéologies xénophobes, ne rejettent les manifestations de l'altérité qui si elles remettent en cause les normes sociales, politiques et juridiques auxquelles ils tiennent. Ces valeurs vont de l'égalité entre les sexes, au refus de la censure dans les médias ou la tolérance à l'union entre personnes du même sexe. On trouve aussi un fort consensus pour accepter des propositions telles que «les personnes de toute origine doivent pouvoir pratiquer leur religion dans leur vie privée comme elles veulent». Ces constatations ont finalement de quoi rendre optimiste la gauche, du fait que c'est elle qui, dans l'histoire et au nom de la laïcité, de l'égalité ou du droit à la différence, a porté le combat pour les valeurs en lesquelles se reconnaissent les jeunes. Mais tout en continuant obstinément ces combats, faut-il encore que la gauche aborde de front les inquiétudes de certains jeunes qui, sous l'influence de la droite nationaliste, ne voient plus l'altérité que comme un tout monolithique qui menacerait la Suisse.

Joël Depommier

La Confédération lance un plan de stabilisation qui empeste l'austérité rampante

SUISSE • Le projet de coupes budgétaires de 2,8 milliards sur trois ans de la Confédération sera combattu par les syndicats et la gauche.

Le 22 octobre, le Conseil fédéral a annoncé les contours de son programme de stabilisation 2017-2019, dans le cadre du frein à l'endettement fédéral. Et cela fera mal. L'objectif affiché est de réduire les dépenses et le gouvernement projette d'économiser 2,8 milliards de francs suisses au cours des trois prochaines années. Parmi les secteurs les plus touchés la coopération internationale, amputée de 610 millions de francs, mais aussi la formation à hauteur de 210 millions et le domaine social pour 180 millions. Les dépenses liées à l'agriculture devraient aussi diminuer en moyenne de 0,7 % par an entre 2016 et 2020. Le personnel de l'administration sera aussi soumis à la cure d'austérité et devra apporter sa contribution aux efforts d'allègement dans une proportion supérieure à la moyenne, puisqu'un tiers des économies touchera le domaine propre de la Confédération. Pas question en revanche de toucher au budget militaire qui pourra même enregistrer une augmentation et avoisnera les 5 milliards. Face à cette menace de coupes, l'association du personnel de la Confédération (APC) a fortement réagi et dénonce le fait que ce soit lui qui paie l'addition. Le 4 novembre, l'association organisera une journée de protestation sur la Pace fédérale et transmettra une pétition au gouvernement en faveur du maintien des emplois et de la stabilité des conditions de travail. La Communauté de négociation du personnel de la Confédération (CNPC), qui regroupe au-delà de l'APC, le syndicat SSP, celui des gardes frontières (Garanto) ou de la police (APfedpol) dénoncent le danger des coupes prochaines dans les postes de douanes ou dans les repré-

sentations à l'étranger du DFAE. « Cette politique d'austérité affaiblit l'Administration fédérale dans un contexte économique et de politique étrangère délicat – au détriment de l'économie, des cantons et de la population », critique vertement la CNPC.

Des recettes de 10 milliards

A gauche aussi, le plan d'austérité concocté par les autorités et qui sera mis en consultation le 25 novembre, ne passe pas. « Ces coupes sont inacceptables », annonce ainsi le Parti suisse du Travail-POP, qui tire un lien direct entre ces coupes et la 3ème révision de l'imposition des entreprises (RIE III), qui, sous couvert d'en finir avec les disparités de taxation sur le bénéfice entre multinationales et PME, fera perdre près de 2 milliards annuellement à la Confédération. « Ces allègements fiscaux pour les entreprises et leurs actionnaires se feront au détriment des travailleurs et du service public. Nous nous opposons à cette barbarie capitaliste néolibérale », annonce le PST-POP. Celui-ci rappelle que d'autres solutions sont possibles que les 15 plus grosses entreprises suisses ont réalisé un bénéfice de 981 milliards. « L'imposition d'un pour cent des revenus de ces sociétés apporterait 10 milliards de francs aux caisses fédérales » assure le parti.

Le parti socialiste dénonce lui aussi ce programme d'austérité fédérale. « Chaque franc alloué à l'aide au développement ou à la formation est un investissement, pas une charge. Economiser dans ces domaines-là est économiquement inconscient et digne d'une politique à court terme », vitupère ainsi la conseillère nationale du Tessin et vice-présidente du PS, Marina Carobbio. Le parti annonce qu'il ne soutiendra pas ce plan, tout



Les coupes effectuées par la Confédération pourraient se ressentir dans la qualité des services à la population et créer une pression sur les employés de l'administration.

en dénonçant, lui aussi, les menaces que fait planer la RIEIII sur les prestations en faveur de la population. Mais au-delà de cette cure d'austérité au niveau national, celle-ci se manifeste aussi dans les cantons. Ainsi, à Genève, le Conseil d'Etat a annoncé

un train de mesures dans le cadre d'un objectif de réduction du coût de la fonction publique de l'ordre de 5% contesté par les syndicats. A Neuchâtel, la fonction publique manifesterait le 3 novembre pour dénoncer le programme de coupes du budget 2016 et

obtenir le versement des annuités l'année prochaine, alors que dans le Jura, le SSP s'oppose au projet d'économies Optima ou à la privatisation de l'office des véhicules (OV). ■

JDr



ASILE • Plusieurs ONG demandent l'arrêt des renvois Dublin

Mardi dernier, le Collectif R, Solidarité sans frontières (Sosf), la Copera, Amnesty International et l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) ont organisé une conférence de presse pour demander au Conseil fédéral de suspendre les renvois Dublin (renvois des réfugiés vers le premier pays européen qu'ils ont traversé) vers les Etats de la frontière européenne et de la route des Balkans. Les cinq organisations dénoncent le fait qu'au lieu de favoriser l'intégration des réfugiés de guerre venus de Syrie ou d'Afghanistan, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) accélère les renvois depuis le 24 septembre 2015, traitant prioritairement les cas Dublin.

Les organisations ont mis en avant les atteintes quotidiennes aux droits humains en Hongrie, en Italie, en Grèce, dans la mer Egée et le long de la frontière des Balkans. Pour Michael Rodriguez, du Collectif R, « si la Suisse continue à fermer les yeux sur ce qui se passe dans ces pays, elle se rend complice de violations des droits humains. Plusieurs réfugiés membres de notre collectif ont vécu en Italie et en Hongrie des privations de liberté, des humiliations et des formes de violence proches de la torture. La Confédération doit enfin cesser de jouer avec le feu et traiter elle-même toutes les demandes d'asile déposées ici. »

Solidarité sans frontières a insisté sur le fait qu'en matière de politique d'asile européenne, l'avenir est à chercher dans la solidarité entre États, et non dans la poursuite du régime Dublin qui ne fait que renforcer les écarts entre pays du centre et de la périphérie de l'Europe. Pour l'association de défense du droit

d'asile, il est aujourd'hui urgent que la Suisse officielle prenne ses responsabilités vis-à-vis des personnes qui fuient la guerre, le chaos et la misère en abandonnant les renvois « Dublin » et en traitant sur son territoire les demandes d'asile qui lui sont adressées. ■

Amanda Ioset

PUBLICITÉ

Prévoyance et performance

Avec sa stratégie rigoureuse de placements écologiques et éthiques, Nest assure votre retraite en toute sécurité.

nest

Caisse de pensions écologique et éthique

Nest Fondation collective 10, rue de Berne 1201 Genève www.nest-info.ch

Genève vise le ratio d'un inspecteur pour 10'000 salariés

GENÈVE • Le Grand Conseil genevois pourrait faire du canton le champion des contrôles du marché du travail, avec des inspecteurs syndicaux qui auront accès aux entreprises. Ceci toutefois au sein d'un cadre légal qui demeure très peu contraignant.



«Après le 9 février, les patrons ont compris que s'ils ne souhaitaient pas de fermeture des frontières, il fallait protéger les salaires», estime Joel Varone, d'UNIA. Carlos Serra

Les 12 et 13 novembre prochains, le Grand Conseil genevois votera sur la création d'une inspection paritaire des entreprises (IPE), un organisme qui viendra compléter l'actuelle Inspection cantonale du travail (OCIRT) et dont l'objectif sera de lutter plus efficacement contre la sous-enchère salariale et sociale pratiquée dans le canton par les patrons. Pour rappel, c'est pour faire face à ce fléau que la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) déposait en 2012 son initiative «Pour un renforcement du contrôle des entreprises. Contre la sous-enchère salariale», dénonçant les contrôles insuffisants pratiqués par l'OCIRT face à la mise en concurrence accrue des salariés et la dégradation de leurs conditions de travail. La faitière syndicale y proposait l'engagement d'inspecteurs supplémentaires au sein d'une nouvelle entité pilotée par les syndicats, proposition immédiatement rejetée par l'Union des associations patronales genevoises (UPAG). Au final, c'est le Tribunal fédéral qui avait dû trancher, déclarant l'initiative valide, à condition que l'inspection proposée ne soit pas réalisée uniquement par les syndicats. En novembre, c'est donc un contre-projet à cette initiative, intégrant les exigences du Tribunal fédéral, qui sera soumis au Grand Conseil, avec le soutien des syndicats et du patronat. Il prévoit la création d'une inspection paritaire composée de 12 inspecteurs patronaux et de 12 inspecteurs syndicaux. En outre, les effectifs de l'OCIRT seront également augmentés pour atteindre 24 équivalents temps plein, ce qui augmentera considérablement le nombre d'inspecteurs dans le canton. «Genève deviendra ainsi l'un des seuls lieux au monde qui respecte le ratio d'un inspecteur pour 10'000 salariés, fixé par l'Organisation internationale du travail (OIT)», se réjouit Joël Varone, secrétaire syndical à UNIA et porteur du projet, en précisant que jusque-là, ce ratio était d'un pour 20'000 environ, chiffre approchant ceux des pays en voie de développement.

«Avant, les syndicalistes pouvaient être chassés pour violation de domicile!»

Mais qu'est-ce qui a fait changer le patronat d'avis, au point de le voir soutenir aujourd'hui ce nouveau projet? «L'UAPG a dû se plier à la décision du Tribunal Fédéral, et puis la moitié des

postes d'inspecteurs créés seront désignés par les patrons», explique Joël Varone. «Ensuite, le patronat a probablement estimé qu'il ne gagnerait pas contre une telle proposition en votation populaire. A Genève, il est en outre relativement uni pour défendre les accords bilatéraux, et il a sans doute réalisé que ceux-ci pourraient être mis en danger s'il ne lâchait pas certains compromis en faveur des salariés. Après le 9 février, les patrons ont compris que s'ils ne souhaitaient pas une fermeture des frontières, il fallait protéger les salaires! Cela a permis de négocier un certain nombre de choses», ajoute le syndicaliste.

Outre une augmentation du nombre d'inspecteurs, que changera la nouvelle IPE par rapport aux inspections cantonales déjà existantes, comme l'OCIRT à Genève? «Elle permettra à des personnes nommées par les syndicats de se rendre sur le lieu de travail alors que maintenant elles peuvent en être chassées pour violation de domicile. Il s'agit d'un grand pas en avant!», estime Joël Varone, qui précise que s'il devait être créé, l'organisme serait unique en Suisse, et rare en Europe, les inspections étant généralement réalisées par l'Etat. Le syndicaliste admet toutefois que le projet ne constitue pas non plus une «solution miracle». Les contrôles effectués par les inspecteurs porteront ainsi, notamment, sur les infractions à la loi sur le travail, qui demeure extrêmement peu contraignante en Suisse. En outre, ceux-ci ne pourront directement contrôler les salaires, à moins d'un mandat donné par une commission paritaire, d'un contrat type de travail ou d'une entreprise soumise aux usages. En l'absence d'un salaire minimum fixé par la loi suisse, ce sont en effet les conventions collectives qui traitent de cette question, contrôlées par les commissions paritaires. «Il s'agira donc d'essayer de développer une collaboration avec elles», souligne le syndicaliste.

Finalement, si l'IPE pourra, suite à ses observations, demander à une entreprise de se mettre en conformité, seul l'OCIRT sera habilité à provoquer la mise en œuvre des sanctions pénales prévues par la loi. Or, cette instance n'utilisait jusque-là que très peu cette possibilité. Selon rapport sur l'inspection du travail du SECO, seules 11 sanctions pénales ont ainsi été rendues en 2014 pour des infractions à la

loi sur le travail, assorties d'amendes d'un montant total de 17'600 francs. Joël Varone espère toutefois que le nouveau système permettra de mettre plus de pression aussi bien sur les employeurs que sur l'Etat: «Avant, les syndicats n'étaient pas forcément au courant de la mise en demeure de telle ou telle entreprise par l'OCIRT. Avec le nouveau système, ce travail de décision et de sanction nous sera connu, ce qui nous donnera une meilleure connaissance du marché du travail. En outre, nous pourrons le cas échéant faire recours, ce qui provoque une forme de pression. Dans tous les cas, la multiplication du nombre de contrôles en entreprise poussera sans doute l'OCIRT à transmettre plus de cas aux procureurs», estime le syndicaliste.

Un indispensable travail de terrain

L'enjeu principal se situe cependant, peut-être, dans le travail de terrain et la communication avec les salariés: «Si une entreprise n'accorde pas les pauses correctes à ses employés et qu'un inspecteur le constate, l'entreprise peut tout à fait recommencer une fois que celui-ci a le dos tourné, ou lui soumettre des plannings bidons s'il revient! La présence de salariés décidés à défendre leurs droits et à parler s'avère donc fondamentale. Il s'agit d'un outil pour eux, mais il ne sera pas efficace s'ils ne se l'approprient pas», estime Joël Varone. Lors de la présentation publique du projet lundi dernier, de nombreux syndicalistes ont du reste souligné l'importance de créer un lien de confiance entre inspecteurs et salariés. «Aujourd'hui, il peut arriver qu'un inspecteur passe dans une entreprise mais qu'il parle peu aux salariés, qui ne comprennent même pas ce qu'il fait. Cela ne doit pas se passer comme ça!», relevait l'un d'eux. «Il ne s'agit pas seulement de contrôler des faits mais de parler aux gens», ajoutait une autre. Pour Joël Varone également, «la question de l'accès aux travailleurs est centrale, et sans la présence du chef», afin que ceux-ci puissent parler librement de leur situation. Au-delà des outils mis en place, tout l'enjeu se trouve peut-être là. Renouer, tout simplement, avec les travailleurs. Un lien de confiance qui pourrait être établi plus facilement par des syndicalistes, mais qui demeure un défi pour tout-e-s. ■

Juliette Müller

ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

«GaucheBdo représente cette exception dont nous avons besoin»

Je lis *GaucheBdo* car c'est l'un des seuls journaux en Suisse à proposer des articles politiquement incorrects et à pousser ainsi le lecteur à la réflexion. Je n'adhère pas à toutes les idées proposées et certaines attitudes dogmatiques peuvent me gêner, mais je trouve que ce journal est une respiration dans un monde très oppressant. J'apprécie beaucoup les ouvertures culturelles qu'il propose et les musées de Suisse et d'ailleurs ont beaucoup de chance (mais en ont-ils conscience?) que l'on présente leurs expositions dans *GaucheBdo*. Dans une Suisse où la presse est aux mains de grands groupes, *GaucheBdo* représente cette exception dont nous avons besoin.

Jean-Daniel Murith, enseignant à la retraite



GaucheBdo a besoin de vous!

Chère abonnée, cher abonné,
Chère lectrice, cher lecteur,

20'000 frs, c'est ce qui nous manque pour arriver à la fin de l'année avec les cheveux hors de l'eau comme vous pouvez le lire dans l'encarté de cette semaine.

Pour y parvenir, le comité et l'équipe ne demeurent pas les bras croisés. Le lancement d'un nouveau site internet (www.gauchebdo.ch) avec des nouvelles possibilités de paiement, la campagne de promotion plus active, une meilleure utilisation des réseaux sociaux sont autant d'actions qui ont donné un nouveau souffle à *GaucheBdo* et qui commencent à payer.

Notre site internet et notre page Facebook sont bien visités, une cinquantaine de nouveaux abonné-e-s est arrivée mais cela n'est pas suffisant!

Comme la plupart de ses confrères alternatifs, *GaucheBdo* vit des abonnements et des dons. Comme vous l'avez remarqué, très

peu de publicité est accueillie.

Aujourd'hui, nous faisons encore une fois appel à votre générosité qui peut se décliner en différentes actions:

- offrez un abonnement à *GaucheBdo* (si vous êtes déjà abonné-e, l'abonnement offert sera à prix réduit)
- faites un don
- payez la facture de votre abonnement et n'hésitez pas à passer à l'abonnement de soutien à 250 frs (version papier, web offert)

Vous êtes attaché-e-s à *GaucheBdo*? Vous pensez que ce titre a toute sa place dans le paysage médiatique (à contre-courant) Suisse romand? Ou vous souhaitez tout simplement contribuer à la survie d'une presse alternative et critique, qui ose encore penser un autre monde? Alors n'hésitez pas, soutenez-nous!

D'ores et déjà un grand merci!

Helena de Freitas, présidente de la Société



«DDR», un savant mélange d'utopie et de pragmatisme

NEUCHÂTEL • En ville du Locle, Denis de la Reussille mêle habilement des objectifs de changement radical avec la nécessité de tenir compte de la réalité. Deux ingrédients qui ont contribué au succès du popiste aux fédérales. Analyse.

La presse neuchâteloise du 26 octobre analyse d'où proviennent les voix qui ont désigné les quatre élus neuchâtelois au Conseil national et en particulier les raisons du succès de Denis de la Reussille. Sans surprise, les chiffres confirment l'immense popularité du loclois, qui récolte 63% de suffrages hors de son parti contre 42% pour le socialiste Jacques-André Maire, 20% pour le libéral Philippe Bauer et 15% pour l'UDC Raymond Clottu. Les deux élus de gauche font un carton sur les «sans famille politique», avec chacun 2000 suffrages de plus que le libéral. Denis de la Reussille a obtenu plus de 37% de son électorat sur des bulletins manuscrits et engrange 15% des voix sur les listes socialistes. Il est également significatif que Denis de la Reussille fait le meilleur résultat hors parti sur les listes UDC, avec 1,94%, et obtient 3,3% chez les Verts. Jacques-André Maire obtient quant à lui 5% chez les libéraux, contre 3,7% au popiste. Ces quelques résultats permettront d'affiner les choix politiques de la section à l'aube d'autres échéances électorales: les communales en 2016 et cantonales en 2017.

Loïn du dogmatisme d'il y a 70 ans

Au-delà de cette approche, nous voulons revenir sur le titre «Quand l'extrême gauche neuchâteloise s'exporte à Berne», choisi par *l'Express/l'Impartial*. Précisons que le terme d'«extrême gauche» ne correspond pas aux lignes politiques du POP ni à sa pratique. Selon le chercheur en sciences politiques Sofiane Ouaret, ce terme est connoté négativement, imposé de l'extérieur, et utilisé historiquement comme un instrument de délégitimation. Selon lui, l'expression est plus polémique que scientifique. Le terme le plus approprié serait celui de «gauche radicale». Cette gauche qui continue de penser, comme le président Evo Morales, Pierre Rhabi ou Edgar Morin, que la fin du système capitaliste est la condition indispensable pour remettre le monde sur ses pieds. A côté de la gauche radicale, on trouve



Très populaire au Locle, Denis de la Reussille sera le seul élu de la gauche combative à Berne.

une gauche réformatrice qui, en résumé, accepte le système en voulant le rendre plus social.

Le POP refuse, certes, le capitalisme, mais il s'emploie dans ses statuts et dans la pratique de ses élus-e-s, à faire avancer des corrections là où cela est possible. Pas d'extrémisme, donc, dans sa pratique et ses orientations politiques, qui s'éloignent résolument du dogmatisme qui pouvait exister il y a 70 ans et dont l'échec peut être mesuré, notamment avec la disparition de l'URSS. Ainsi, dans le texte présentant ses orientations pour les élections fédérales, le POP fixe les objectifs fondamentaux qu'il juge nécessaires pour sortir de la société de consommation qui envahit toute la planète. Le tract envoyé dans les ménages mentionnait ainsi que «nous avons besoin d'un changement radical», et soulignait la nécessité de redéfinir «notre conception du bien-être». La section neuchâteloise affirme encore que «devenir riche ne peut pas être un but de la vie». Voilà ce que l'on peut appeler des projets radicaux et non réformatrices.

Les communistes n'ont aucun parti

Selon le bouche-à-oreille, il semble qu'à côté de l'incontestable popularité de Denis de la Reussille, ces propos aient interpellé plusieurs citoyennes

et citoyens qui y ont trouvé une cohérence pour un changement en profondeur de la société. Soulignons que la pratique politique du président du Locle confirme ces axes politiques fondamentaux, tout en n'ignorant pas la nécessité de tenir compte de la réalité. C'est sur cette dialectique que sa ville avance paisiblement en ne négligeant pas ses tâches sociales. Et lorsqu'il y déambule, à pied ou par les transports publics, il n'a pas un cou-teau caché entre les dents.

Au-delà de «l'effet» Denis de la Reussille, la section cantonale neuchâteloise fait de la politique autrement. Moins axé sur les rapports de force et plus sur l'écoute et la mise en commun pour trouver ensemble de nouvelles réponses aux défis qui nous attendent. Peut-être que le POP neuchâtelois cherche à mettre en pratique la phrase de Karl Marx dans le Manifeste: «Les communistes n'ont aucun parti, ils œuvrent pour l'intérêt général...», à laquelle nous ajoutons, «...en étroite collaboration avec la population». Derrière la victoire de Denis de la Reussille se cache une pratique novatrice. Les prochaines échéances démontreront si cette approche constitue une réalité ou s'il s'agit d'une utopie de plus! ■

Alain Bringolf

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

Christophe Guilluy, un intellectuel de gauche qui fait le jeu du FN

Certains intellectuels français se déclarant de gauche manifestent aujourd'hui quelques complaisances pour le Front National. Ils constatent la conversion du PS au néolibéralisme et l'incapacité actuelle de la gauche radicale française à reprendre l'initiative d'une vraie transformation sociale. Les succès grandissants d'un FN au discours de plus en plus gauchisant les incitent à voir dans le parti nationaliste des éléments d'issues pour les classes dominées.

Parmi ces intellectuels, le géographe Christophe Guilluy a publié un essai intitulé *La France périphérique, Comment on a sacrifié les classes populaires*¹. L'auteur y décrit l'essor d'une France coupée en deux: «L'élaboration d'une nouvelle géographie sociale rend visible deux France: une "France périphérique", fragile et populaire et une "France des métropoles", intégrée à l'économie-monde» (p. 15). Son tableau du pays montre d'une part un ensemble de grandes villes (riches) et de banlieues (pauvres), toutes deux intégrées à l'économie-monde et de ce fait favorisées, et d'autre part des régions, encore majoritaires en population, de campagnes et de petites villes, déconnectées de l'économie-monde et connaissant des difficultés économiques plus ou moins importantes. Guilluy oppose ainsi une métropole où vivent des élites néolibérales triomphantes votant à droite ou socialiste, et une périphérie, où toute une population solidaire (paysans, ouvriers, petits patrons, ...) est laissée pour compte et fragilisée, vote de plus en plus FN. Le géographe voit dans ce vote FN une réaction raisonnable de légitime défense des classes populaires: «Ainsi, contrairement à ce que l'on écrit et dit un peu partout, le diagnostic «par le bas» (désigné comme "populiste") n'est pas le fruit d'un comportement irréfléchi, d'une radicalisation irrationnelle ou d'une protestation superficielle. Il s'agit bel et bien d'une analyse objective des retombées de choix économiques et sociétaux précis» (pp. 90-91). Sur l'ampleur du ralliement des classes populaires, notamment des ouvriers, au FN, et sur le monopole de ce dernier dans la lutte anti-mondialisation, Guilluy est très clair: «Partout, ce sont les nouvelles classes populaires qui portent la vague frontiste. Ouvriers, employés, femmes et hommes le plus souvent jeunes et actifs partagent désormais le même refus de la mondialisation et de la société multiculturelle» (p. 87).

Ces affirmations rejoignent les commentaires signalant par exemple qu'aux élections européennes de 2014, 38% des employés et 43% des ouvriers avaient voté FN. Mais peut-on en conclure que les classes populaires sont frontistes? Ces chiffres ne tiennent pas compte du fait que le premier parti ouvrier est celui des abstentionnistes, et que les ouvriers convaincus par le FN sont souvent des ouvriers qui votaient auparavant à droite, la gauche n'ayant bien sûr jamais eu le monopole du vote ouvrier. Un regard sur les élections législatives de 2012 montre d'autre part que dans le département du Nord, une région que Guilluy considère comme typiquement périphérique, la gauche rassemble encore la majorité des suffrages et des sièges. Quant au mytique épiscopat frontiste d'Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, si Marine Le Pen y obtient plus de 42% des voix au premier tour, les deux candidats PS (Parti socialiste) et FG (Front de Gauche) totalisent près de 45%, et au final, c'est le socialiste qui est élu. C'est ainsi que la manière cavalière dont l'auteur règle en quelques mots le cas du PCF (Parti communiste français) coupe le souffle: «Le PC a disparu avec la classe ouvrière et les grandes industries» (p. 85).

Quoi qu'il en soit, le principal problème avec les thèses de Guilluy est qu'on ne sait pas en quoi elles peuvent être de gauche. Elles semblent ignorer certains points du programme du FN, qui sont diamétralement opposés à toute pensée de gauche, au sens de «socialiste», le socialisme étant aujourd'hui essentiellement le fait de la gauche radicale. Ainsi, le programme du parti nationaliste, au titre «immigration», prévoit de réduire en 5 ans l'immigration légale de 200'000 à 10'000 entrées par an et de supprimer le regroupement familial. Le titre «emploi, réindustrialisation et PME/PMI», comporte une revendication anti-syndicale clairement dirigée contre la CGT (Confédération générale du travail), la FO (Force ouvrière) et la CFDT (Confédération française démocratique du travail): «Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre avec comme objectif principal d'assurer une meilleure représentation des salariés. Le monopole de représentativité institué après la Libération sera supprimé... Des syndicats plus représentatifs travailleront mieux à la réelle défense des intérêts des salariés: ils seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation)...». Comment, en présence d'exigences de ce genre, penser que le FN peut être même en partie un succédané de la gauche? Qu'un certain nombre des membres des classes populaires votent pour lui change-t-il quelque chose? Ce ne serait pas la première fois que, se trouvant dans une impasse, des électeurs, même issus de la classe ouvrière, adopteraient des positions erronées. Dire comme Guilluy que le soutien au FN est explicable n'équivaut pas à dire que les thèses du FN sont justifiées: on peut avoir raison de se révolter sans opter pour la bonne façon de le faire. Si les classes populaires sont aujourd'hui amenées à faire confiance au parti nationaliste, n'est-ce pas parce qu'il n'y a plus de force politique socialiste assez forte et audible pour faire prévaloir une alternative? Le socialisme, sans professer, notons-le, le culte libéral pour la mobilité maximale, de quelque pays qu'ils viennent, s'unissent contre leurs exploités capitalistes, ce que ne permettent ni la revendication de la limitation drastique de l'immigration, ni les obstacles aux luttes syndicales. La seule attitude de gauche acceptable face au «Front» est donc une opposition «frontale».

Quoi qu'en pense Guilluy, la gauche s'est toujours fondée sur des valeurs excluant toute concession aux nationalismes. Si certains dans les classes populaires ont été amenés à oublier ces valeurs, il faut sans cesse les rappeler. En Suisse aussi, puisqu'apparemment l'UDC, sœur du FN, semble avoir spécialement attiré les jeunes citoyen-ne-s lors des récentes élections².

Jean-Marie Meilland

¹ Flammarion, 2014, coll. Champs-Actuel.

² Antoine Harari, Alexandre Haederli et Titus Plattner, *L'UDC a réussi à séduire les jeunes qui votaient pour la première fois*, Le Matin-Dimanche, 25 octobre 2015.

JE M'ABONNE À GAUCHEBDO!

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Téléphone :

Ville : email :

Pays : Formule :

FORMULES ET TARIFS

	SOUTIEN		NORMAL		RÉDUIT	
	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul
1 année	250 frs	150 frs	200 frs	85 frs	135 frs	
6 mois		80 frs		40 frs		
Essai (3 mois)		10 frs				

Des formules d'abonnement web uniquement (sans l'édition papier) sont disponibles sur www.gauchebdo.ch/abonnements

CONTACTS ABONNEMENTS

Gauchebdo - abonnements
case postale 168
1211 Genève 13

abo@gauchebdo.ch

En vous abonnant directement sur le web, vous simplifiez grandement la gestion administrative de votre abonnement : www.gauchebdo.ch/abonnements

David Graeber: «Notre économie traite encore des problèmes du 19ème siècle»

INTERVIEW • Dans son nouvel essai, «Bureaucratie», l'anthropologue et économiste américain David Graeber démontre comment la paperasserie a été récupérée par l'économie de marché et fabrique notre quotidien. Exilé en Grande-Bretagne pour cause de militantisme, l'ancien champion du mouvement Occupy Wall Street enseigne aujourd'hui à la London School of Economics (LSE).

Quand on évoque la bureaucratie, on pense au secteur public. Or vous, vous affirmez qu'aujourd'hui les techniques bureaucratiques sont élaborées dans le cercle de la finance et des entreprises. Expliquez-nous!

DAVID GRAEBER C'est fascinant à quel point le bon sens a changé. Il y a cent ans, c'était normal de parler de bureaucratie du secteur public et de bureaucratie du secteur privé. Nous avons perdu cette vision même si nous sommes entourés par des processus bureaucratiques, toutes ces procédures classiques qui vous font courir d'un bureau à l'autre quand vous êtes dans une banque ou que vous voulez faire réparer votre ordinateur. Mais on n'y pense pas comme étant de la bureaucratie. Nous sommes de plus en plus entourés par la bureaucratie mais nous n'en parlons plus, car cette bureaucratie est assimilée à de la gouvernance.

Pourquoi les entreprises élaborent-elles des techniques bureaucratiques très sophistiquées? Ce qu'on appelle la financiarisation est l'apothéose de l'idée que la valeur est issue de la paperasse. On le constate à chaque niveau de notre société. Si vous êtes pauvre, vous devez remplir des formulaires pour rechercher du travail, des fiches pour évaluer à quel point vous êtes bon dans l'art d'élever vos enfants. Il y a une armée de fonctionnaires qui tentent de faire se sentir mal les pauvres en les obligeant à remplir tous ces formulaires. Pour la classe moyenne, il existe des processus de transparence et d'autoévaluation. Soudain, nous avons besoin de posséder un certificat ou un diplôme qui prouve que nous sommes capables de faire telle chose. Tout ce qui était un art, que l'on apprenait avec l'expérience, doit maintenant être validé par de la paperasse. D'une certaine manière, la financiarisation, c'est l'acmé de toute cette montagne de paperasses sur laquelle nous avons fondé notre existence. C'est l'idée selon laquelle la forme ultime de la valeur, ce sont les formes les plus compliquées: comme cette histoire de dérivés titrisés, qui ne sont que du papier.

La dérégulation et la simplification sont pourtant à la mode, autant aux États-Unis qu'en France. En quoi la dérégulation est-elle en fait une duperie qui profite à la bureaucratie? En quoi l'économie de marché favorise-t-elle la bureaucratie?

La dérégulation peut vouloir dire tout et n'importe quoi. En fait, ça veut simplement dire changer les règles, les structures des règles. Mais ça ne les élimine pas. Et invariablement, ça en crée plus. «Dérégulation» est un terme très trompeur. Aux États-Unis, la dérégulation des lignes aériennes a entraîné le passage d'un petit nombre de semi-monopoles à plusieurs sociétés en concurrence. Au contraire, dans la banque, on est passé de beaucoup de petites banques à quelques très grosses banques. Le capitalisme introduit une réglementation qui lui bénéficie et ça s'appelle de la dérégulation.

L'instauration de règles devrait favoriser l'égalité et la transparence, mais dans la réalité les riches ne dépendent pas des mêmes règles. Pourquoi fait-on alors semblant d'y croire?



David Graeber (à gauche) en plein débat dans un bâtiment occupé par des étudiants, à Amsterdam. L'économiste démontre dans son nouvel opus notre addiction à la paperasserie et sa transformation par le capitalisme en un instrument de contrôle, entretenu par la menace de la violence.

Guido Van Nispen

C'est le secret des sociétés bureaucratiques. Dans les bureaucraties, vous n'êtes pas promu en raison de votre mérite mais par votre volonté de prétendre que votre avancement est basé sur le mérite. Toute la société fonctionne comme cela. Tout le monde trouve cela injuste mais reste complice. Car si l'on prétend que c'est juste, peut-être pourra-t-on appartenir aux élus. Dans une bureaucratie, a priori, tout le monde devrait être traité de la même manière. Mais la bureaucratie est devenue, au contraire, le moyen de l'extraction des profits par le 1 % des plus riches. Dans le secteur bancaire, par exemple, les profits de la plupart des banques proviennent de ce qu'il faut payer pour ouvrir, gérer les comptes, régler des agios sur les découverts. 70 % des profits des grandes banques (comme chez JPMorgan) proviennent des honoraires et des pénalités. Les mécanismes, qui étaient égaux dans le passé, ont été transformés en mécanismes d'inégalité. Quand les bureaucrates découvrent que les gens ne se comportent pas comme ils l'ont pensé, au lieu de changer les règles, ils punissent les gens.

«Les profits de la plupart des banques proviennent de ce qu'il faut payer pour ouvrir, gérer les comptes, régler des agios sur les découverts»

En quoi la bureaucratie est-elle devenue également le bras armé du capitalisme à l'échelle planétaire?

C'est le rôle de la finance. Avant les années 1970, comme John Kenneth Galbraith l'a dit, l'organisation de ces bureaucraties capitalistes était telle que les bureaucrates d'entreprise s'identifiaient aux employés. Dans une entreprise qui construisait des voitures, tous avaient en commun le désir de faire de

meilleures voitures. Les investisseurs étaient considérés comme des gens de l'extérieur, qui interféraient dans le processus. Mais à partir des années 1970, cette idée a commencé à se dissoudre. Les bureaucrates sont devenus alliés des financiers. En même temps, les financiers se sont bureaucratés. Et les cadres supérieurs ont commencé à être payés en actions. Et il y a eu une nouvelle forme de bureaucratie née de ce mariage entre les dirigeants, les cadres de l'entreprise, et les financiers.

La bureaucratie a envahi toute la société. A-t-elle aussi envahi le travail?

L'exemple de la fabrique de thé Lipton-Éléphant, près de Marseille, est parfait pour répondre à cela. Dans les années 1940-50-60, s'il y avait un accroissement de la productivité, les salaires étaient augmentés. Les travailleurs étaient alors plus payés. Mais cela a complètement changé dans les années 1970 et 1980. Maintenant, quand la productivité s'accroît, les salaires restent à plat. Les ouvriers d'Éléphant ont introduit des innovations dans leur façon de travailler et ils ont accru la productivité de l'entreprise. Mais plutôt que de leur verser plus d'argent, d'employer plus de travailleurs, l'entreprise a engagé de plus en plus de cadres moyens. Les employés montent révéler qu'il n'y avait que deux cols blancs autrefois: le patron et le responsable des relations humaines. Soudain, il y en a eu huit, neuf, dix... et ils n'avaient rien à faire. Donc ils sont allés regarder derrière le dos des employés, prendre des petites notes, trouver des manières de surveiller les travailleurs, etc.

Vous avez justement écrit un article remarquable sur ces «bullshit jobs», qu'on peut traduire comme des «boulots à la con», qui fleurissent partout. Vous projetez d'ailleurs de développer cette idée dans un livre. De quoi s'agit-il?

J'ai regardé et étudié des gens qui disent eux-mêmes que leur emploi ne contribue en rien à la société ou à l'entreprise. L'agence de sondage britannique Yougov a fait une enquête de ce type auprès des salariés. En Angleterre, 37% des travailleurs disent que leur emploi ne contribue en rien au monde. Quels sont ces emplois? Principalement des boulots d'administration, des «travaux de garde», selon le concept d'un économiste radical américain, c'est-à-dire des travaux qui consistent à vérifier que les gens sont bien au boulot, qu'ils travaillent correctement. Or, plus la société est inégalitaire, plus elle développe ce genre d'emploi de gardien du travail des autres. Et au-delà des boulots à la con, il existe des industries entières à la con: le lobbying, les relations publiques, les juristes d'entreprise. Il y a des portions entières de l'économie qui sont inutiles.

«Plus la société est inégalitaire, plus elle développe des emplois de gardien du travail des autres»

Après la crise des subprimes, puis le mouvement Occupy Wall Street, pourquoi le soufflet est-il retombé?

Occupy Wall Street a créé la panique au sein de la classe dirigeante. Celle-ci a alors utilisé la force. La sécurité intérieure, le FBI et les banques ont mis une stratégie en place pour supprimer ce mouvement d'Occupy. Mais les gens ne savent pas ce qu'il s'est passé après notre expulsion de Liberty Park en 2011. Pendant une année, nous avons essayé de tout faire pour créer un nouvel espace. Mais ils ont sans cesse changé la loi. Nous avons trouvé dans Union Square un parc ouvert 24 h/24. Immédiatement, ils ont changé la loi et la police anti-manifestation nous a évincés. Puis on

a rendu un jugement qui nous permettait de dormir dans la rue tant que nous préservions un passage sur le trottoir. Nous avons installé un campement à Wall Street. Mais ils ont déclaré le bas de Manhattan «zone d'urgence» pour que le jugement ne s'y applique pas. Nous avons ensuite investi les «Federal Steps», l'endroit où a été signé le «Bill of Rights» (les premiers amendements de la Constitution américaine incluant le premier amendement sur la liberté d'expression et sur le droit des citoyens à se réunir pacifiquement - NDLR) en 1789. C'était à côté de Wall Street et sous juridiction fédérale. En moins de trois jours, ils ont trouvé un moyen légal pour nous expulser. Le droit de libre assemblée n'existe plus aux États-Unis. Mais le mouvement Occupy Wall Street est toujours là, même s'il est victime du black-out des médias. Ses membres ont été harcelés, expulsés, ont subi de nombreuses «vérifications approfondies» des impôts... Moi-même, j'ai perdu mon logement. Et depuis que l'université de Yale n'a pas renouvelé mon contrat, sans me donner de raisons valables, je n'ai pas retrouvé de poste aux États-Unis. Maintenant, je vis à plein-temps en Angleterre.

Pensez-vous que la financiarisation peut arriver à un terme, que le capitalisme peut s'effondrer?

Tout arrive à sa fin. La chose la plus facile à prédire, c'est la chute d'un empire, mais la plus difficile à prédire c'est quand! Même chose pour le capitalisme. Dans cinquante ans, le système dans lequel nous vivons arrivera à son terme. Le capitalisme est arrivé à sa limite sociale, technique et économique. La technologie est aujourd'hui symptomatique de ce qui se passe. Dans la plus grande partie de son histoire, le capitalisme était une force de technologie progressiste. Maintenant, elle est réactionnaire, elle retient le développement. Notre science économique traite encore des problèmes du 19ème siècle: comment gérer des allocations de faibles ressources? Comment maximiser la productivité? Or, ce n'est pas le problème aujourd'hui, mais plutôt: comment créer une redistribution raisonnable des ressources à une période de productivité accrue, de demande réduite pour l'emploi, d'une façon qui ne soit pas écologiquement en rupture. L'économie existante n'a pas de réponse. J'ai commencé à parler avec des gens de ce qu'on pourrait appeler l'économie du 21ème siècle. Les étudiants ont commencé à s'intéresser à l'économie post-crash, une nouvelle forme d'économie. Ça se développe à travers le monde entier. Quand on étudie la sociologie ou les sciences politiques, on nous enseigne des modèles différents. Mais pas en économie! Un seul modèle est enseigné. Or, l'économie conventionnelle n'est pas pertinente face aux problèmes d'aujourd'hui. ■

Propos recueillis par Kareen Janselme, traduction de Michel Zlotowski
Paru dans l'Humanité

David Graeber, *Bureaucratie*, Editions Les liens qui libèrent, 296 pages, 22 euros.

«Le message des révoltes de 2005 n'a pas été entendu»

FRANCE • Dix ans après les émeutes qui avaient secoué les banlieues françaises à la fin octobre 2005, Saint-Denis, en banlieue parisienne, a accueilli un colloque sur la situation des quartiers populaires. «De l'épouvantail du délinquant à capuche, on a fait du jeune de banlieue un djihadiste en puissance pour mieux l'exclure et s'en dédouaner», estime un participant. Reportage.

«Je me souviens de voitures calcinées, de façades léchées par les flammes, du bruit des hélicoptères. Mais j'ai surtout un souvenir télévisé des révoltes de 2005», raconte Pierre, habitant du centre-ville de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). «La commune avait été moins touchée que d'autres après la colère qui a suivi la mort de Zyed et Bouna, à Clichy-sous-Bois, mais le sentiment de révolte était le même. Nous étions allés au-devant des violences, pour dialoguer, pour comprendre et traduire ce cri d'alerte, avec une présence humaine et citoyenne très dense », se rappelle le maire Didier Paillard. Dix ans après, la ville organisait, du 23 au 25 octobre, un colloque intitulé «Ma banlieue n'est pas un problème, elle est la solution», avec l'objectif de remettre, à terme, un Manifeste des quartiers populaires au président de la République.

«Sans justice sociale, la police peut vite incarner l'injustice»

«Il faut continuer à construire ici et interpellier l'État. Il ferait bien de se pencher sur les territoires qu'il méprise pour y assurer l'égalité, non pas uniquement pour prévenir un nouvel embrasement, mais tout simplement parce qu'il en va de son devoir», mesure Natacha*. En 2005, son cousin William* avait bravé le couvre-feu. «C'est presque un souvenir étranger aujourd'hui. Je me souviens qu'en 1998, tout le monde s'aimait. Les perspectives étaient bonnes. En 2002, il y a ce coup sur la tête quand Le Pen arrive au second tour. Puis Sarkozy arrive et provoque. Je l'ai détesté immédiatement. Ce qui est fou, c'est qu'il a lui-même joué selon les codes de la racaille de cour d'école! Au lieu de parler de l'exclusion à régler dans les quartiers, il a dit que le problème

c'étaient les habitants. C'est fort quand même. Il jouait au flic dans ce qu'il y a de pire dans le cliché du flic. Les tensions et le mal-être avec la police étaient forts. Et d'un coup ça devient instinctif. Zyed et Bouna sont tués, et c'est comme si c'était bien fait pour leur gueule. Je ne peux pas parler pour tout le monde, mais on avait l'impression qu'on avait le droit d'être violent, que le ras-le-bol nous y autorisait.» A 17 ans, pendant deux nuits, il a couru dans les rues, suivi ceux qui brûlaient poubelles et voitures pour attirer la police. «Mon père m'a coincé. Il m'a dit: "Tu veux aller en prison? Tu crois que c'est malin de brûler la voiture du voisin?" J'ai eu la rage contre lui. Mais la rage ça finit toujours par redescendre. Aujourd'hui, la politique, je m'en fous. Mais j'imagine que certains sont mûrs pour s'enlever.»

Sébastien* est policier à Saint-Denis. Il ne l'était pas en 2005 mais regrette les effectifs actuels. «Proportionnellement, nous sommes moins nombreux qu'à Paris. A l'échelle du pays, nous devons porter des solutions, et éviter absolument l'enfermement dans un face-à-face insoluble avec les populations. Il y a beaucoup de souffrance chez les policiers. Il faudrait changer de logiciel, revoir les formations et les objectifs, stopper les contrôles au faciès... C'est très vaste: la police sans justice sociale peut vite incarner l'injustice aux yeux de certains. Mais il faut aussi en finir avec un certain discours qui dit que les inégalités excusent tous les comportements.»

Durant le colloque, en mairie de Saint-Denis, la question des médias et de leur prisme déformant a suivi celle de la police. «La stigmatisation politique et médiatique s'est aggravée. De l'épouvantail du délinquant à capuche, on a fait du jeune de ban-

lieu un djihadiste en puissance pour mieux l'exclure et s'en dédouaner», dénonce David Proult en marge des débats. Le maire adjoint à l'enseignement s'alarme d'une ethnicisation des maux de la société au détriment du clivage social. «Cela n'existait pas en 2005. Cette manipulation est terriblement dangereuse», lance-t-il, avant de lister ce qui s'est dégradé dans les quartiers populaires depuis dix ans. «Le message des révoltes de 2005 n'a pas été entendu par les gouvernements successifs. Le chômage a augmenté, le salaire médian a baissé, et François Hollande, élu sur un désir de gauche et de justice, préfère l'austérité aux services publics qui assurent l'égalité. Il y a un côté terrifiant: on a ici une richesse humaine formidable, avec des citoyens et des élus qui se battent en visant l'égalité et la justice sociale d'un côté, et de l'autre un gouvernement, un marché et une société qui produisent l'inverse, qui contredisent en permanence nos efforts.»

«La rénovation urbaine n'a pas rétabli la situation sociale des habitants»

Le 2 septembre 2014, 500 élèves de Saint-Denis s'étaient retrouvés sans instituteur le jour de la rentrée des classes. «Il a été dit à des parents de ramener leurs enfants chez eux. Il s'agit là d'une discrimination d'État dont la violence est terrible! Elus, parents et professeurs se sont mobilisés pour changer la donne. En 2015, nous avons réalisé une rentrée sous contrôle citoyen. Nous avons saisi le défenseur des droits, qui a reconnu qu'il y avait eu rupture du principe d'égalité. Partout, l'affaiblissement des services publics aggrave le sentiment de déclassement des milieux popu-



Au cours des émeutes de 2005, de nombreux véhicules avaient été incendiés.

laire», accuse-t-il. En 2005, carcasses de voitures et jets de pierres avaient été dirigés contre le lycée Paul-Éluard. «Dans la classe, le désir de République était omniprésent. C'est toujours le cas aujourd'hui. Nos lycéens, dans leur très grande majorité, ne demandent qu'à être considérés en tant que citoyens à part entière. Ceux qui ont des origines étrangères ne demandent que le moyen de réconcilier les identités multiples pour renouer avec la richesse évidente que cela constitue», mesure Jean-Pierre Aurières, professeur d'histoire-géographie.

En dix ans, il y a bien sûr eu une belle rénovation urbaine. «Un immense effort, louable, qui n'a pas du tout rétabli la dignité et la situation sociale des habitants car pour la

première fois, l'État a dissocié l'intervention sur l'urbain de l'intervention sur l'humain, regrette Stéphane Peu, maire adjoint à l'urbanisme. Il faut affronter cet impensé de l'État qui continue à considérer qu'il y a deux catégories de citoyens. Les quartiers populaires ne sont pas des problèmes périphériques à ceux de la société, ils sont au contraire au cœur des enjeux. La gauche, si elle se coupe des couches populaires comme le fait le Parti socialiste, se coupe en réalité de son sens, de son identité, de son histoire: faire de l'émancipation une politique. Pour elle, pour le pays comme pour la République, c'est ici que se joue l'avenir.» ■

Aurélien Soucheyre

*Prénoms d'emprunt
Paru dans *L'Humanité*



Okinawa, éternelle base américaine

JAPON • Contre l'avis d'une majorité de la population d'Okinawa, le gouvernement japonais envisage de conserver une base militaire controversée et maintenir ainsi l'île sous double domination de Tokyo et Washington.

Cette semaine, le ministre japonais de l'Aménagement du territoire, Keiichi Ishii, a entamé un nouveau bras de fer avec la préfecture d'Okinawa. Malgré l'hostilité populaire qui n'en finit plus de s'exprimer depuis 1945 à l'encontre des bases militaires américaines positionnées dans la préfecture japonaise d'Okinawa, il a décidé de relancer les travaux de déplacement de la base militaire de Futenma, (actuellement située en zone urbaine), à la baie de Henoko, (située dans l'est de l'île), base qu'une partie de la population souhaiterait voir disparaître. Après un moratoire d'un mois sur la construction de la nouvelle installation, censé favoriser le dialogue entre le gouvernement et les autorités locales, Tokyo a suspendu la révocation de transfert de la nouvelle base militaire décidée par le gouverneur d'Okinawa Takeshi Onaga.

Pièce maîtresse dans le dispositif américain

Elu il y a un an sur la base de son opposition au déplacement, celui-ci argue que le projet validé par son prédécesseur est truffé de vices de procédure. Outre que les travaux sous-

marins menacent une barrière de corail et des espèces en voie de disparition, les retombées sont bien maigres. La contribution à hauteur de 5% à l'économie locale peine à faire accepter les nuisances quotidiennes et les accidents réguliers. Takeshi Onaga a décidé de saisir la Commission spéciale d'arbitrage, supposée régler les différends avec les collectivités. «La construction d'un remblai sur le littoral de Henoko signifie que l'île d'Okinawa aura à jamais le statut d'une île accueillant des bases militaires», souligne le député communiste Seiken Akamine.

La confrontation ouverte par Takeshi Onaga entrave les desseins américains de remilitarisation de la région. Il y a deux semaines, le bureau de la défense d'Okinawa estimait que l'hostilité du gouverneur risquait de mettre en péril la relation de «confiance» nippo-américaine. De mémoire d'Okinawaïens pourtant, la relation bilatérale s'est construite dans la domination, la douleur et le sang. D'avril à juin 1945, la bataille d'Okinawa, qui causa la mort de 240'931 personnes, fut la plus meurtrière de la guerre du Pacifique. Rattachée en 1872 au Japon, l'île fut sacrifiée par Tokyo «afin de retarder

le débarquement des forces américaines sur le territoire japonais», explique Kazuhiko Yatabe, sociologue et maître de conférences à l'université Paris-VII Diderot. Le débarquement s'est transformé en occupation durable. Malgré la rétrocession à Tokyo en 1972, les trois quarts des 47'000 soldats américains au Japon y sont toujours positionnés, au nom du traité de sécurité bilatéral de 1951. Cette histoire explique la relation compliquée qu'entretient aujourd'hui Okinawa avec le gouvernement japonais, qui continue de conditionner une partie de l'aide économique à l'acceptation des bases.

«Clé du Pacifique» pendant la guerre du Vietnam, Okinawa reste l'un des «porte-avions» majeurs de Washington. C'est depuis cette base que sont déployés les appareils vers l'Irak ou, jusqu'à une période récente, vers l'Afghanistan. Pièce maîtresse dans le dispositif américain, le Japon est aujourd'hui la tête de pont de la politique d'endiguement de la puissance chinoise et une position stratégique située à moins de deux heures de vol de la Corée du Nord. ■

Lina Sankari

Paru dans *L'Humanité*

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

La France maintient la «taxe tampon» contre Georgette Sand

Le synode sur la famille qui s'est terminé dimanche 25 octobre a accouché d'une souris: l'église va se montrer plus tolérante, ou moins rigide, au choix, envers les homosexuel-le-s et les couples divorcés remariés. Ils n'iront donc plus en Enfer et seront même réintégrés dans la sainte Eglise catholique et universelle, amen. Sans surprise et sans illusion ni naïveté, on n'a pas avancé d'un iota sur la question de l'ordination des femmes et du mariage des prêtres, ce qui éviterait probablement bien des drames de pédophilie. A défaut, de nombreux serviteurs de l'Eglise ont des relations homosexuelles, comme l'a affirmé le père Krzysztof Olaf Charamsa, 43 ans, membre de la Congrégation pour la doctrine de la foi (un comble), en faisant son coming out samedi 3 octobre, veille du début du synode. Par son geste, il voulait que l'Eglise ouvre les yeux sur les gays croyants et comprenne que l'abstinence totale et la vie sans amour qu'elle exige n'est pas humaine. Chapeau bas! Le pape François ne manque pas de courage non plus, puisqu'il a déclaré: «Si une personne est homosexuelle et cherche vraiment le Seigneur, qui suis-je pour la juger?»

Pendant que 360 prélats (tous des hommes) discutaient de la famille à Rome, en Suisse, Christophe Darbellay, politicien homme, poussait Eveline Widmer-Schlumpf, politicienne femme, dans les orties, et en France, les députés rejetaient un texte porté par la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale sur la TVA frappant les tampons et autres protections hygiéniques. L'amendement «contre la taxe tampon», qui avait été accepté en commission, demandait que le taux actuel de 20% soit ramené à 5,5%. Catherine Coutelle, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée, relayait la demande du collectif Georgette Sand, forte d'une pétition ayant recueilli plus de 17'000 signatures en février. Pourtant, cette mobilisation et les 17'000 signatures ont été balayées par une majorité d'hommes, de machos (n'est-ce pas un pléonasme?) de l'Assemblée nationale (73% d'hommes sur 577 député-e-s), qui ont dû se dire: «Qu'est-ce que c'est que ces histoires de bonnes femmes?» Les tampons continueront donc d'être taxés au taux maximum, point.

Le taux de 5,5%, dit «réduit», concerne les produits de première nécessité, notamment l'eau et les boissons sans alcool, les produits alimentaires, les appareillages pour handicapés, les livres, les maisons de retraite, les cantines scolaires, les œuvres d'art, les préservatifs masculins et féminins. Curieusement, on accorde le taux réduit pour les préservatifs, sans ségrégation de sexe (merci pour nous!), mais pas pour les protections hygiéniques contre les menstrues, qui règlent la vie des femmes de l'adolescence à la ménopause, et les rend aptes à procréer. Dans les «arguments» du rejet figure le fait que les mousses à raser pour les hommes sont également taxées à 20%. Cette liste, pleine d'absurdités et de «trous», comme celles concernant les taux de 20%, 10%, 2,1%, date en bonne partie des années 1950. Même le savon n'est pas considéré comme un article de première nécessité.

Économiquement, la mesure pour les protections hygiéniques est évaluée à 55 millions d'euros en France. Georgette Sand a calculé que cette dépense représente quelque 1500 euros dans la vie de chaque femme. Dans un précédent article (21.11.14), j'avais parlé de la «taxe rose»: les femmes paient plus cher un certain nombre d'objets: coiffeur, rasoirs, pressing (un chemisier coûte davantage à laver et repasser qu'une chemise d'homme), etc. Ce qui représente plus de 1000 € par an, soit une centaine de francs par mois. Comme les femmes gagnent déjà 20% de moins que les hommes, elles sont doublement pénalisées et l'écart se creuse.

Une femme utilise, en moyenne, 12'000 protections hygiéniques au cours de sa vie. Les textiles sanitaires, couches, tampons, serviettes et protège-slips représentent plus de 8 % des ordures ménagères, soit 33 kg par habitant et par année. Non recyclables en raison de la cellulose ou du plastique qu'ils contiennent, ces produits sont enfouis ou incinérés et contribuent à la production de méthane, un gaz à effet de serre.

Depuis quelques années, des protections périodiques plus «écologiques» (éponge de mer, serviettes en tissu) sont apparues. Un produit se démarque: la «coupe menstruelle», qui a la forme d'une petite cloche terminée par une tige, pour pouvoir la retirer. Lavable et réutilisable, cette membrane de silicone s'insère comme un tampon pour recueillir le sang menstruel. Elle est plus saine que les tampons, qui peuvent causer des mycoses et assécher la muqueuse. Une coupe coûte entre 20 et 30 euros et a une durée de vie de 10 ans environ.

Très répandue dans les pays anglo-saxons, la coupe menstruelle est méconnue en France. Les utilisatrices en entendent parler par le bouche-à-oreille et passent commande sur Internet ou dans des magasins bio. Le marché est pourtant prometteur. Bien souvent, c'est par les utilisatrices que le corps médical apprend l'existence de la coupe; les pharmacies ne sont pas démarchées et ne peuvent donc pas informer leurs clientes. Pour Marianne Buhler, gynécologue à Paris, cette méconnaissance n'est pas une surprise. «L'utilisation des coupes menstruelles ne pose aucun problème sous réserve d'une bonne hygiène. Mais c'est une question très peu abordée en consultation. La raison est culturelle: en France, on ne connaît pas son corps et on considère que les menstruations sont sales.»

Au point de ne pas considérer les tampons comme des produits de première nécessité? Dans l'Ancien Testament (comme dans le Coran), l'homosexualité est une «abomination» et les femmes indisposées sont «impures». On n'a guère évolué depuis lors.

Huguette Junod

Un roman qui suit Trotsky, Frida Kahlo et Malcolm Lowry à Mexico

LITTÉRATURE • Patrick Deville propose une fresque de la capitale latino-américaine à l'époque de Trotsky et des peintres muralistes.

Patrick Deville s'est fait connaître par sa biographie romancée d'Alexandre Yersin (*Peste et choléra*) et par l'excellent *Kampuchéa*. Dans ce récit épique bouleversant la chronologie, il racontait l'histoire de l'Indochine, des explorateurs du Mékong au procès de Douch à Pnom Penh, en passant par le «royaume au million d'éléphants» (le Laos) et la conquête du Tonkin. Dans *Viva*, dont le titre fait bien sûr allusion au film *Que viva México!* d'Eisenstein, il use du même procédé, ce qui donne un récit éclaté. Deville s'intéresse en parallèle à deux personnages pour qui le Mexique a joué un rôle important: l'écrivain étasunien Malcolm Lowry (1909-1957), auteur du grand roman *Au-dessous du volcan*, qui se déroule dans ce pays, et surtout Léon Trotsky, le proscrit qui s'y est réfugié en 1937, poursuivi comme toute sa famille par la haine implacable de Staline. A vrai dire, le lien qu'opère Deville entre eux nous paraît assez artificiel. Et c'est surtout le destin du second qui nous intéresse.

Le roman est donc d'abord une biographie de Trotsky, faite de reminiscences et de retours en arrière. Certaines pages, comme celles qui évoquent le train blindé de l'intérieur duquel le second de Lénine conduisit l'Armée rouge à la victoire sur les Blancs, relèvent de l'épopée à la Malraux. Patrick Deville est en évidente empathie avec ce géant de la Révolution russe devenu un homme traqué, échappant à plusieurs attentats, avant de succomber le 21 août 1940 sous le coup de piole du tueur stalinien Ramón Mercader. Notons que la préparation et le déroulement de cet acte criminel, ainsi que la vie ultérieure de l'assassin à Moscou et La Havane, font l'objet de deux autres œuvres littéraires: *Le Deuxième Mort de Ramón Mercader*, de l'Espagnol Jorge Semprún, et *L'homme qui aimait les chiens*, le remarquable roman de l'écrivain cubain Leonardo Padura.

Mais le véritable centre du livre de Deville – chronique plutôt que roman même si l'auteur le dénomme ainsi – c'est le Mexique lui-même. L'auteur excelle à rendre son atmosphère si particulière: plantations d'agaves dont provient la tequila dans laquelle se noie Malcolm Lowry, ou encore le Jour des Morts avec ses têtes de squelettes où le rire côtoie le macabre. Et surtout sa capitale Mexico. Pendant sa période post-révolutionnaire des années 20 et 30, celle-ci fut le lieu de rencontre d'innombrables artistes, écrivains, cinéastes mais aussi exilés politiques. En un tourbillonnement qui, il est vrai, finit par saouler le lecteur, on croise Maïakovski, Dos Passos, le surréaliste André Breton, Ret Marut l'anarchiste qui participa activement en 1918 à la République des Conseils de Bavière et écrivit plus tard sous le pseudonyme de Traven *Le trésor de la sierra Madre*, surtout connu par le film qu'en a tiré John Houston. Mais aussi le héros révolutionnaire nicaraguayen Augusto Sandino, Victor Serge, qui sera le biographe de Trotsky, Antonin Artaud, la grande photographe Tina Modotti, qui abandonnera son art pour se muer en agent stalinien, et tant d'autres. Cette dernière fait partie du «groupe des treize», où l'on trouve les grands muralistes mexicains, domi-



Le «Museo Casa de Leon Trotsky» est aménagé dans la demeure où il a été assassiné à Coyoacán. Pierre Janneret

nés par les figures de l'éléphantique Diego Rivera et de sa compagne Frida Kahlo, qui deviendra une véritable icône dans son pays. Trotsky vit avec elle un dernier et bref amour.

Dans le cercle des artistes mexicains se combattent stalinistes et trotskystes

Une partie du livre se déroule d'ailleurs dans le quartier de Coyoacán, où l'on peut encore visiter la maison bleue de Frida et le bunker du proscrit. Son épouse Natalia Ivanovna a écrit: «Nous cheminons dans le petit jardin tropical de Coyoacán, entourés de fantômes aux fronts troués.» Le «groupe des treize» finit par s'entre-déchirer dans la lutte entre stalinistes et trotskystes. L'autre grand muraliste, David Alfaro Siqueiros, sera lui-même directement mêlé à la première tentative d'assassinat au

Mexique de Trotsky, qui échappera de justesse à la rafale de mitrailleuse. Tous ces personnages se croisent, se rencontrent, se fréquentent et parfois se combattent. Mexico, comme l'écrit l'auteur, «tisse des liens, assemble les vies». Et le lecteur de suivre la quête de Patrick Deville, grand voyageur, qui va sur les lieux de l'action, traverse la taïga avec le Transsibérien sur les traces de Trotsky, rencontre les descendants des personnages historiques, interroge les écrivains mexicains. Sans doute ce livre, où l'auteur succombe peut-être à cet excès de vie et de mort qui caractérise l'âme mexicaine, requiert un solide bagage politique, littéraire et artistique. Mais le résultat est fascinant! ■

Pierre Janneret

Patrick Deville, *Viva*, Paris: Seuil, 2014 (Points 4146), 236 p.

Maux croisés n° 99

par Jacky Corthay

Horizontalement

- Perdus par la gauche
- De la classe dirigeante
- Argovie4. Jeune anglais - Fruit 5. Ecriture rapide
- Pin alpin 7. Tuteur 8. Fut capable - Inconnue 9. Canton - Luth 10. Acception - Ile grecque

Verticalement

- Vente aux enchères américaines - Rassasiés
- Parole - Traitement
- Posséda - Etat américain - Dans le coup 4. Feras le brave 5. Thurgovie - Exau-de-vie 6. C'est-à-dire - Début de chauffage en remontant 7. Lac des Pyrénées - Ligue suisse du rhumatisme 8. Prénom féminin - Saison 9. Soldats nazis - Nation
- Lieu d'enseignement - Longue période

La grille complétée peut être envoyée à Jacky Corthay, case postale 2525, 1264 St-Cergue. A gagner l'ouvrage le roman de Julien Sansonnens *Jours adverses*.

GAUCHEBDO

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
case postale 190, 1211 Genève 8
Helena de Freitas, présidente hdf@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmr@gauchebdo.ch
Alexandre Smirnov, correcteur asv@gauchebdo.ch
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

Administration
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

Abonnements
abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

Aux sources de la Fraction Armée Rouge

CINÉMA • «Une Jeunesse allemande» est un travail de montage d'archives visuelles et sonores souvent méconnues. Il suit la radicalisation progressive de certains intellectuels de gauche et la création en Allemagne de la Fraction Armée Rouge (RAF), ainsi que le discours médiatique durant les années de plomb.

Dans la décennie 1960, une partie de la jeunesse allemande rejette le passé nazi de la génération précédente. Le réalisateur français Jean-Gabriel Périot retrace le parcours des fondateurs du groupe Fraction Armée Rouge (RAF) avant leur passage à l'action armée directe, en utilisant leurs images, interventions médiatiques et films. On y suit le destin de l'intellectuelle et journaliste Ulrike Meinhof, du journaliste Andreas Baader, du cinéaste Holger Meins, de Gudrun Ensslin et de l'avocat Horst Mahler. De tous les groupes de lutte armée européens, c'est la Fraction Armée Rouge (RAF) qui a exercé le pouvoir de fascination le plus prégnant sur une partie de l'extrême gauche radicale comme sur certains intellectuels et artistes. «J'ai travaillé avec une documentaliste, il fallait réaliser une recherche classique sur les protagonistes de la "Bande à Baader", les images qu'ils avaient tournées, eux, à l'époque, et les images que les médias ont données à voir de ces protagonistes», relève Périot.

Un «film-tract», mode d'emploi pour réaliser un cocktail Molotov

«La première partie du film dévoile un gouvernement très droitier qui ne laisse aucune chance au mouvement de revendication étudiant, dont la légitimité sera battue en brèche par l'Etat et la majorité des médias. C'est un horizon barré qui est de l'ordre de la confrontation. J'ai souhaité rester sur les images qu'ils ont produites et les discours d'Ulrike Meinhof à la télévision avec, dans la dimension internationaliste, un fort accent sur la situation au Vietnam», explique le réalisateur.

On découvre ainsi les activités des membres de la RAF avant qu'ils ne renoncent à la parole et aux médias pour verser dans le terrorisme. La filmographie se développe sous la double influence de Vertov et Godard. Ainsi, *Le Drapeau rouge*, petit film couleur silencieux d'une



Le film de Jean-Gabriel Périot se base sur des images, films, et interventions d'époque. A gauche, un film qui détourne l'imagerie des forces spéciales américaines. A droite, une intervention d'Ulrike Meinhof à la télévision.

course relais entre plusieurs étudiants courant avec un immense drapeau rouge et filmés depuis un véhicule. «Fin 1966, les étudiants commencent à faire la révolution dans le système scolaire, travaillant en groupes, ce qui est essentiel dans la compréhension de leurs parcours et du film. Ils ont deux bobines couleur à essayer. D'où l'idée de faire une course dans Berlin qui va échouer à la Mairie où est planté l'étendard rouge. C'est un film à la fois combatif et joyeux, ludique, ce qui reflète aussi l'époque d'un mouvement de contestation très vivant et loin d'être rigoriste.» Il y a aussi le remake d'un court-métrage d'Holger Meins réalisé en 1967 à Berlin en marge d'une manifestation contre le Congrès du Groupe de presse Axel Springer. Ce

«film-tract» est un mode d'emploi pour réaliser un cocktail Molotov. Il est illustratif «du motif récurrent de la violence avec les formes de l'incendie, du coup de feu. Il est quasi omniprésent dans ces films d'étudiants.»

«Résister, c'est me charger de supprimer ce qui ne va pas»

Héritier possible du «cinéma-vérité» soviétique des années 30, ce documentaire, qui se veut aussi une réflexion sur le statut polymorphe de la violence dans nos sociétés, peut néanmoins manquer d'une contextualisation développée et d'un regard critique. Une part importante du film se cristallise autour de la démocratie allemande autoritaire, rejoignant ce que dit le cinéaste R.W. Fassbinder dans *L'Anarchie de l'imagination*: «La démocratie selon moi fonctionne plutôt comme un kaléidoscope, ça ne veut pas dire la révolution permanente, mais le mouvement permanent, la remise en question par chaque génération». Evoquant la Shoah, il ajoute: «S'il était possible d'oublier ou de refouler un événement aussi capital, il est fort possible alors que quelque chose cloche dans cette démocratie et dans le "modèle allemand".»

Est-ce un hasard si *Une Jeunesse allemande* met en lumière les talents de dialecticienne de la journaliste Ulrike Meinhof sur les plateaux tv, dénonçant les mécanismes à l'œuvre dans une société allemande portée sur l'oubli du génocide et des crimes passés et présents. De 1959 à 1968, elle fut éditorialiste du journal d'extrême-gauche *Konkret*, tiré à 20'000 exemplaires, et avait accès à la plupart des personnalités politiques. En 1968, elle y écrit: «Contester, c'est dire que ça ne va pas, je ne suis pas d'accord. Résister c'est me charger de supprimer ce qui ne va pas...» Elle devient membre de la RAF en 1968, après l'attentat manqué contre le sociologue marxiste Rudi Dutschke. Arrêtée, elle sera retrouvée pendue dans sa cellule à Stuttgart le 9 mai 1976, où elle avait été mise à l'isolement dans des conditions



dites de «torture blanche», dont elle témoignera au fil d'écrits poignants.

Faire histoire: Godard, Fassbinder

La réalisation s'ouvre significativement sur un banc de montage avec une pellicule manipulée et une interrogation essentielle posée par le cinéaste Jean-Luc Godard en 1974, alors qu'il tente de réaliser en Allemagne un film avec le Groupe Dziga Vertov, collectif cinématographique qu'il a co-fondé en 1968 afin de produire des «films militants» d'orientation notamment maoïste, rompant avec les méthodes de production antérieures. Montrer la fabrication du film, son travail. Dans un cinéma essentiellement critique de celui dont *Une Jeunesse allemande* est le lointain héritier, le dessein est de comprendre ce que signifie «filmer politiquement» avec d'autres mots, images et un autre lien entre son et image. En ce sens, la démarche croise la remise en cause de l'acte créateur et du «mythe de l'auteur», chère au philosophe français Michel Foucault. «Est-ce qu'il est possible de faire des films en Allemagne aujourd'hui?», se demande Godard en voix off.

Aux yeux de Jean-Gabriel Périot, si cette interrogation rejoint celle, tranchante du philosophe Adorno questionnant la possibilité d'écrire de la poésie après Auschwitz, tout en jugeant barbare de se refuser à la culture, la question que pose *Une Jeunesse allemande* est: «Est-il possible de raconter l'Histoire avec des images?» La réponse se veut affirmative avec, *in fine* un épisode du film collectif *L'Allemagne en automne*, réalisé par Fassbinder (1978). La réalisation est une vision hors champ du terrorisme, nœud d'angoisse et de haine qui revient sous la forme inversée d'un terrorisme policier, d'un nouvel Etat autoritaire, voire totalitaire, approuvé par la mère du cinéaste. «Un film de deuil critique envers l'Etat allemand et en profonde empathie avec les membres de la RAF qui viennent de mourir en prison. Le fait que dix cinéastes, dont Volker Schlöndorff, se

réunissent pour «pleurer» la disparition de terroristes est un geste qui, d'aujourd'hui, paraît totalement insensé.»

Ce n'est guère un hasard si la filmographie de ceux qui deviendront pour certains la RAF se revendique de la filiation de Godard et de Vertov, cinéaste soviétique. Celle donc du ciné-œil, caméra qui enregistre la vie d'un nouveau régime révolutionnaire, celle d'un montage dialectique contradictoire des images et des sons, souhaitant générer des «étincelles de sens» en fuyant la «tyrannie du narratif». Le kino-pravda ou «cinéma-vérité», qui mélange saisie brute du réel et rhétorique révolutionnaire, avec une interrogation sur les conditions de fabrication, production et diffusion du cinéma.

En 2008, le thriller *Der Baader Meinhof Complex* d'Uli Edel se cristallise sur certains moments clés de l'histoire de la RAF. Ainsi, la manifestation du 2 juin 1967 contre la visite du Shah d'Iran à Berlin-Ouest, qui vit un étudiant, Benno Ohnesorg, être abattu par un policier. Cette répression brutale de manifestations pacifistes est aussi abordée au sein d'*Une Jeunesse allemande*. Les commentaires des autorités comme ceux de l'écrasante majorité de la presse rendent alors les étudiants responsables de la montée de la violence. Le documentaire relate la répression étatique qui s'est abattue avant même l'apparition de la RAF. Ensuite, le discours du Chancelier Helmut Schmidt en 1975 devant le Parlement. Pour Périot, «il présente de nouvelles lois très liberticides et déclare qu'il faut aller jusqu'au bout des limites offertes et imposées par la démocratie» et trouve des échos contemporains dans la rhétorique gouvernementale de «guerre perpétuelle contre le terrorisme» du post 11-Septembre. ■

Bertrand Tappolet

Une Jeunesse allemande. A voir aux Cinémas du Grütli de Genève, au Zinéma, à Lausanne, ou au City Pully Club de Pully en novembre.

AGENDA CULTUREL ET MILITANT

La Turquie, le Moyen-Orient, l'Europe ici et maintenant, le rôle des mouvements sociaux.

Conférence, le jeudi 5 novembre 2015 de 18h30 à 21h30, Salle Gandhi, Maison des associations, Rue des Savoises 15, Genève

Un colloque international sur la politique, la violence et la civilité contemporaines a réuni des chercheurs à Istanbul, en mai 2014, autour des travaux du philosophe Etienne Balibar. Cette expérience se prolonge à Genève le 5 novembre prochain par une journée de formation continue suivie d'un débat public. Avec notamment Pinar Selek, Dr. en sciences politiques, chercheuse, féministe exilée,

Soirée de soutien au peuple syrien

Jeudi 5 novembre 2015 à 18h à la Maison de quartier sous-gare, Av. Dapples 50, Lausanne 18h, conférence du Dr Tawfic Chamaa, un des fondateurs de l'Union des organisations syriennes de secours médicaux et Dr. Joseph Daher, assistant de l'université de Lausanne. 19h30, repas, 20h, Concert du groupe MANZARA (musique orientale de Turquie, Kurdistan et Moyen-Orient).

Les fonds récoltés seront reversés à l'association Help Syria, qui vient en aide aux civils syriens victimes des conséquences de la révolte de la population dès 2011.

Tafta, le traité qui menace la démocratie. Conférence de Susan George.

Lundi 16 novembre 2015 à la Salle de conférence Louis Simon, rue du Châtelet 10, Gaillard, France

Susan George est essayiste franco-américaine, Présidente d'honneur d'ATTAC France et présidente du Transnational Institute.

Retrouvez l'agenda militant sur www.gauchebdo.ch/agenda

